

NIZAR BARAKA

Président, Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Sean CLEARY

Je passerai maintenant la parole à nos intervenants afin qu'ils vous donnent leurs points de vue sur cet enjeu. Je m'adresse tout d'abord à Nizar Baraka, qui est actuellement président du Conseil économique, social et environnemental du Maroc, et ancien ministre des Finances et de l'Économie.

Nizar BARAKA

Merci. Je voulais tout d'abord dire qu'au moment où j'ai été appelé à intervenir dans cette session portant sur le développement de l'Afrique, je me suis posé la question : « Qu'est-ce que je pourrais dire en huit minutes pour pouvoir donner une vision en la matière ? » Comme l'a rappelé Monsieur le modérateur, il est clair que le souverain a placé l'Afrique au centre de son projet politique. Il est clair aussi qu'il y a une croyance que nous partageons tous et que le souverain a relevée au moment de l'ouverture de ces rencontres : le continent africain a un potentiel énorme et il ne peut que véritablement réaliser ce potentiel. Et comme il l'a dit aussi : « *Le continent se dirige résolument vers la prospérité. Il se transforme rapidement, selon son propre modèle, avec des partenariats aujourd'hui diversifiés. Ainsi se dessine une Afrique des alternatives, et non pas des contraintes* ».

Et c'est sur cette phrase que je voudrais, à partir d'expériences du Conseil économique social et environnemental, à partir des travaux que nous avons réalisés, apporter une ébauche de ce que pourrait être ce développement. C'est un développement auquel nous appelons tous et nous œuvrons tous pour sa réalisation. Aujourd'hui, il est clair que l'Afrique doit relever plusieurs défis : le défi de la stabilité et de la sécurité, qui est un défi majeur ; le défi de considérer l'Afrique comme un tout et non pas comme fragmentée, il faut dépasser la logique de la fragmentation ; le défi démographique. Il faut savoir que l'Afrique va doubler sa population entre 2017 et 2050, ce qui constitue une première dans l'histoire du monde, qu'un continent puisse doubler sa population en si peu de temps.

Comment faire en sorte que cette accélération démographique se traduise par une aubaine pour le continent et non pas par un fardeau qu'il faudrait dépasser ? Sans parler bien sûr des autres défis, liés notamment au changement climatique ; l'Afrique est le continent qui va le plus subir les effets du changement climatique. Et bien sûr, le défi de la prospérité partagée. Pour ce faire, sans parti et en tant que conseil, nous avons travaillé à la demande du souverain sur une vision. Cette vision consiste à dire qu'aujourd'hui, si on veut véritablement réaliser - je parlerai de l'expérience du Maroc - une émergence, on doit s'inscrire dans une logique de richesse globale. Une logique qui intègre le matériel et l'immatériel et qui permet véritablement d'assurer la durabilité et en même temps, l'accélération nécessaire pour atteindre ces objectifs.

Dans le cadre de notre continent, je voudrais rappeler très rapidement un certain nombre de principes de base, qui permettraient véritablement d'atteindre ces objectifs. Le premier, c'est de s'appuyer sur le capital naturel que nous avons ; l'Afrique regorge de potentialités. Mais il faut veiller à ce que cette exploitation de ses ressources naturelles se fasse de manière durable, veiller surtout, et c'est le point essentiel, à faire en sorte que les recettes et les revenus issus des ressources naturelles soient investis sur le capital humain, sur la gouvernance, sur le renforcement des solidarités. Et ce, pour assurer cette pérennisation et cette croissance future.

Deuxième axe, c'est le capital produit, comment faire en sorte que l'on fasse un vrai effort de rattrapage sur le plan des infrastructures ? Je mettrai l'accent évidemment sur tout ce qui a trait à favoriser ce maillage et la mobilité d'un côté, mais aussi veiller à ce que l'on puisse assurer ce rattrapage au niveau de l'électricité. La France a mis l'accent dessus lors de la COP 21, le Maroc a appuyé encore plus dans la COP 22 en mettant l'accent sur les énergies renouvelables. Il faut veiller surtout à ce qu'il puisse y avoir une véritable interconnexion entre les différents pays et

au sein des pays, pour permettre véritablement plus d'attraction d'investissements et surtout, assurer ce développement nécessaire que nous visons.

Sans parler d'un autre pilier qui est essentiel au niveau du capital produit, c'est évidemment celui de la sécurité alimentaire. L'Afrique regorge de potentialités énormes, 70 % des terres arables se trouvent en Afrique. L'Afrique peut devenir un grenier pour le monde, dès lors que l'on s'inscrit dans cette logique. Et puis, il y a évidemment le fait de s'intégrer dans l'économie-monde, avec une intégration dans les filières et dans les chaînes de valeur mondiales, pour profiter des compétitivités partagées. Et en même temps, saisir les opportunités de création d'emplois et de création de valeurs et assurer cette efficacité économique dont nous avons besoin.

Le troisième axe, qui suit le capital naturel et le capital produit dont j'ai parlé rapidement, est le capital des ressources humaines. L'Afrique est un continent jeune, avec une jeunesse et une population active qui va croître beaucoup plus rapidement que la population. Et cette jeunesse a besoin d'être formée. Surtout que nous sommes dans un monde qui connaît des mutations très rapides, dans le cadre de l'économie du savoir, dans le cadre de l'économie intelligente. Mais aussi dans le cadre de cette économie collaborative, qui a bouleversé nos systèmes de production et les relations au travail. Il y a besoin d'assurer cette formation nécessaire et ces moyens en termes d'éducation et de santé, pour que cette population ait cette capacité de s'adapter et de s'intégrer dans les modèles de développement à venir.

Le quatrième axe est celui de la gouvernance, de l'institutionnel, l'Etat de droit, mais aussi plus d'efficacité des dépenses publiques et, en même temps, avoir un environnement des affaires plus attractif et surtout, lutter contre la corruption. Il faut donner de la visibilité et une vision d'avenir, parce que les opérateurs économiques ne vont pas venir dans un pays s'ils ne savent pas ce qui y sera fait à l'avenir. Il faut donc une gouvernance économique et une gouvernance globale démocratique économique plus efficaces. Et enfin, je parlerai également d'un point essentiel, qui est le capital social. Quand je parle de capital social, c'est : réduire les inégalités, un meilleur partage des richesses et plus de cohésion sociale.

J'ajouterai, puisqu'on parle d'un continent et du continent africain, un autre capital : le capital intégration. Notre continent est un des continents les moins intégrés. Nous avons, certes, des regroupements régionaux, mais globalement, les échanges que nous avons en intracontinental restent autour de 12 %. Au moment où, pour l'Asie, on est à plus de 50 % ; pour l'Amérique, à plus de 46 % ; pour l'Union européenne, entre 60 et 70 %. Aujourd'hui, il y a un potentiel énorme dès lors que l'on s'inscrit dans les échanges. L'Afrique du Nord reste le parent pauvre, avec la frontière algéro-marocaine qui est toujours fermée et qui fait que les échanges ne dépassent pas les 3 %. C'est d'ailleurs ce qui explique que le Maroc veut rentrer dans la CEDEAO et pouvoir ainsi participer à cette logique d'intégration.

Mais l'objectif, c'est comment intégrer l'ensemble de notre continent ? Et Monsieur Zinsou travaille dans ce sens. Je crois que c'est le vrai pari qui nous permettra d'avoir une croissance endogène, qui portera l'Afrique, et qui fera véritablement que l'Afrique sera maître de son destin, dans un horizon d'implication et d'intégration avec les différents partenaires, et Dieu sait qu'il y a un potentiel énorme. Rien que l'Union européenne a mis en place un fonds de 44 milliards d'euros d'investissement pour l'Afrique, qui peut arriver jusqu'à 88 milliards d'euros. La Chine est le principal investisseur en Afrique avec 36 milliards d'euros. Il y a également les Etats-Unis. Il y a donc un potentiel, qui s'inscrit et qui se développe, il y a un véritable partenariat possible, dès lors que l'on définit nos priorités.

Pour conclure, je voudrais dire que dans sa politique, le Maroc s'inscrit dans cette vision intégrée et agit sur le plan du capital humain et du savoir, à travers ce qu'on fait en matière d'éducation, mais aussi en matière de spiritualité et en matière d'accompagnement. On agit sur la sécurité avec les forces de paix marocaines présentes un peu partout en Afrique, on agit sur l'économie avec les investissements. Le Maroc est le second investisseur africain en Afrique avec 5 % d'investissement. Donc des idées en Afrique sont portées par le Maroc dans différents secteurs et cela porte également le développement économique. On le fait également sur le capital naturel, avec tout ce qui se fait en matière de sécurité alimentaire, en matière d'électrification renouvelable. Voilà ce que je voulais dire sur le développement en Afrique.